

**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR**  
**SAMEDI 21 JUIN 2025 A 9H30**

**N° 25 06 35**

**Rapporteur : Christine MOREL**

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**Police Municipale**

**Fixation du montant de l'amende liée aux dépôts sauvages**

**. Adoption**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR**  
**SAMEDI 21 JUIN 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un juin à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le treize juin deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

**PRÉSENTS** : Mme Christine MOREL, M. Dominique BELLENGER, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. José GUTIERREZ, Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

**ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Mme Sylvie BUREL à Mme Christine MOREL, Mme Justine DUCHEMIN à Mme Marjorie BELLENGER, M. Anthony DE VRIES à M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. Ousmane NDIAYE à M. Dominique BELLENGER, Mme Yvette ROMERO à Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Élise ROGER à Mme Sylvie ROGER.

**ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION** : Mme Sylvie DUCOEURJOLY (jusqu'au point n° 25 06 02), Mme Sabrina LEFEBVRE (jusqu'au point n° 25 06 02), M. Anthony DEVRIES (à partir du point n° 25 06 39), M. Yoann LEFRANC (à partir du point n° 25 06 39).

**ABSENTS** : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy EVRARD, M. Samuel LEROY, M. Nicolas NOUAILHAS, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

**Conseillers Municipaux :**

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 06 03	A partir du point N° 25 06 39
Présents	15	16	15
Procurations	6	7	6
Absents excusés	2	0	2
Absents	6	6	6
Votants	21	23	21

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250621-2506-35-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025  
Publication : 01/07/2025



**Mesdames, Messieurs,**

La propreté de la Ville demeure un des axes majeurs de l'action municipale. La commune d'Harfleur connaît un certain nombre de sites identifiés où s'effectuent des dépôts sauvages réguliers, de natures diverses, qui nuisent à la salubrité publique, à la propreté et donc à l'image de la Ville. Ces derniers se sont accrus depuis la transformation des modalités d'accès aux déchetteries communautaires. Enfin, ils ont un impact financier puisque la Ville doit procéder à leur évacuation dans des centres de tri spécialisés.

Dans le but de lutter contre ces incivilités, et en complément des actions municipales déjà engagées en la matière, il est proposé d'instaurer une amende administrative pouvant aller jusqu'à 15 000 €.

Ainsi, lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux dispositions du Code de l'Environnement (« dépôts sauvages »), le Maire peut engager, sur la base d'un rapport de constatation, une procédure de sanction administrative telle que prévue à l'article L.541-3 du Code de l'Environnement.

**En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,**

**VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2224-13 et suivants ;**

**VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1311-1 ; L. 1311-2 ;**

**VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 541-3 ;**

**VU le Règlement Sanitaire Départemental de la Seine-Maritime ;**

**VU l'arrêté n° M\_2021 du 13 février 2021 réglementant les dépôts sauvages et déchets ;**

**VU l'avis du Bureau Municipal du 10 juin 2025 ;**

**CONSIDÉRANT qu'il est constaté une augmentation depuis des mois des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portant atteinte à la salubrité et à l'environnement ;**

**CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet, il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants par la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;**

**CONSIDÉRANT que les habitants ont accès à un réseau de déchetteries ;**

**CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L. 541-3 du Code de l'Environnement, le Maire est doté d'un pouvoir de police spécial de lutte contre les dépôts sauvages et qu'il lui appartient de prendre les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques ;**

**CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire, en application de la dite disposition du Code de l'Environnement, d'assurer, après avoir avisé le producteur ou le détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, de sanctionner d'une amende au plus égale à 15 000 € les personnes ci-avant mentionnées ;**



**CONSIDÉRANT** qu'il peut également le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'issue du délai de mise en demeure, il peut mettre en œuvre les sanctions prévues par l'article L. 541-3 du Code de l'Environnement, dont l'exécution d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, des mesures prescrites ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Maire de définir une grille de sanction adaptée à la violation de ces dispositions ;

- décide de fixer le montant des amendes aux auteurs identifiés de dépôts sauvages selon le barème suivant :

- Pour les personnes physiques :

Volume du dépôt sauvage	Montant de l'amende
Moins de 1m <sup>3</sup>	500 €
Moins de 1 m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	1 000 €
Jusqu'à 3 m <sup>3</sup>	1 000 €
Jusqu'à 3 m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivants la dernière sanction établie selon le présent barème	3 000 €
Plus de 3 m <sup>3</sup>	2 000 €
Plus de 3 m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	5 000 €

- Pour les personnes morales :

Volume du dépôt sauvage	Montant de l'amende
Moins de 1m <sup>3</sup>	1 000 €
Moins de 1m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivants la dernière sanction établie selon le présent barème	2 000 €
Jusqu'à 3 m <sup>3</sup>	5 000 €
Jusqu'à 3 m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	10 000 €
Plus de 3m <sup>3</sup>	7 500 €
Plus de 3 m <sup>3</sup> en cas de réitération des faits dans les 3 ans suivant la dernière sanction établie selon le présent barème	15 000 €

- d'autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette délibération.
- d'autoriser l'utilisation des équipements de vidéoprotection pour rechercher les auteurs d'infractions.

Inscription budgétaire :  
Compte : 75888 – Fonction : 01

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité  
les conclusions de ce rapport.  
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués  
Pour extrait certifié conforme  
Christine MOREL  
Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.